



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N°10 -9 mars 2022

En bref

L'écart salarial s'élève à 27% au Mexique. Le Mexique présente le plus grand écart en termes de disparité salariale entre les hommes et les femmes parmi les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Cependant, le pays affiche des avancées significatives dans la participation des femmes à la vie politique. Aujourd'hui, le Mexique a un Congrès paritaire, avec 48% de femmes à la Chambre des députés et 49% au Sénat, ainsi que le plus grand nombre de femmes à la tête des ministères de l'histoire du pays (9 sur 19 ministères dirigés par des femmes soit 47%).

LE CHIFFRE À RETENIR

27%

Ecart de rémunération
hommes-femmes en 2021

Zoom sur le Canal de Panama dans le cadre de la guerre Russie-Ukraine :

Face aux sanctions internationales contre la Russie, le Canal de Panama réaffirme sa neutralité. L'Autorité du Canal de Panama (ACP) réaffirme que la voie interocéanique maintiendra sa politique de neutralité face à l'invasion russe en Ukraine, et refuse d'empêcher un quelconque pays de traverser le canal. L'ACP rappelle que le traité de neutralité signé en 1977 entre Jimmy Carter et Omar Torrijos a justement été signé dans le but d'éviter une prise en otage de la route maritime tant en temps de paix qu'en temps de guerre. Cette annonce de l'ACP fait suite à des manifestations sur le sol panaméen réclamant au Gouvernement d'interdire aux embarcations russes de transiter par le canal.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 9 mars, le Mexique enregistrait 320 408 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,5 % en une semaine. 5 583 993 cas confirmés ont été enregistrés (+0,9 % en une semaine). Au 9 mars, 66,2 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

La hausse des cours du pétrole devrait permettre au gouvernement d'accroître les recettes fiscales. Les caisses de l'Etat pourraient ainsi recevoir 1,4 Md USD supplémentaires par mois en raison de l'envolée du prix du pétrole, qui a atteint 115,6 USD par baril en mars, son plus haut niveau depuis 2012. Alors que les estimations du ministère des finances tablaient sur un prix moyen du baril de pétrole à 55,1 USD en 2022, la guerre en Ukraine et l'embargo américain sur le pétrole russe ont contribué à la hausse des cours mondiaux. Cependant, les dispositifs de soutien aux consommateurs face à la hausse des prix de l'énergie devraient avoir pour conséquence de réduire l'excédent fiscal supplémentaire perçu par l'Etat.

3 ECONOMIE

Accélération de l'inflation en février à 7,28 %. Le taux est légèrement supérieur aux prévisions des marchés, qui estimaient une hausse de 7,23%. L'indice national des prix à la consommation (NCPI) s'est établi à 7,28 % g.a en février, une

accélération après deux mois consécutifs de baisse. L'inflation a été mise sous pression par les augmentations des prix du gaz, du poulet, de l'essence, des citrons et du bœuf. L'indice a connu son plus haut niveau depuis 2000 pour un mois de février, lorsqu'il s'élevait à 10,52 %. Ainsi, l'inflation se trouve en dehors de la fourchette cible fixée par la Banque centrale du Mexique (3 pour cent, +/- un point de pourcentage) depuis 12 mois consécutifs. L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits à forte volatilité, a connu une variation annuelle de 6,59 %, la plus élevée depuis juin 2001 lorsqu'il s'établissait à 6,70 %.

Révision à la baisse des prévisions de croissance du Mexique à 2% pour 2022. Selon la dernière enquête de Banxico (effectuée auprès de 38 analystes du secteur privé), le PIB mexicain ne progresserait que de 2% en 2022 soit une réduction de 0,2% par rapport à l'enquête précédente. Les prévisions restent inchangées pour 2023, à 2,1%. Outre la croissance économique, les analystes consultés par Banxico estiment que l'inflation annuelle devrait atteindre 4,68 % en 2022 (contre 4,27% lors de l'enquête précédente). Par ailleurs, Banxico a également mis à jour ses prévisions de croissance pour l'économie mexicaine. En 2022 la Banque centrale anticipe une croissance de 2,4% (contre 3,2% précédemment) et pour 2023 Banxico a relevé sa prévision de 2,7% à 2,9%.

Forte hausse des exportations mexicaines vers les États-Unis en 2022. En janvier les exportations mexicaines vers son voisin du nord ont atteint 33,2 Mds USD, soit une hausse de 14,5 % g.a. En 2021 les exportations ont enregistré une reprise très rapide suite à la pandémie de COVID-19, avec une hausse de 18,3% par rapport à 2020 et de 3,4% par rapport à 2019. La balance commerciale est restée excédentaire pour le Mexique, à 9,6 Mds USD. Malgré ses bonnes

performances, le Mexique a été dépassé par la Chine, qui a repris la première place en tant que principal partenaire commercial des États-Unis. Le commerce chinois - importations et exportations - a représenté 15 % du total des flux américains. Le Mexique est à nouveau en deuxième position, avec 14,4 % et le Canada est tombé à la troisième place avec 14,4 % également.

Fort dynamisme du marché du travail au Mexique avec la création d'1 M d'emplois formels au cours des douze derniers mois. Ainsi, en février 2022, la population occupée a enregistré une croissance annuelle de 5%, ce qui représente le taux de variation annuel le plus élevé depuis 2011. Ainsi, le nombre de travailleurs enregistrés auprès de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) a atteint 20,9 M de personnes. Pour le seul mois de février, le nombre d'emplois créés a été de 178 867, soit le plus élevé pour une période similaire. 321 138 nouveaux emplois ont été créés au cours des deux premiers mois de l'année, dont 56,5% de CDI. Le salaire moyen des nouveaux emplois s'établit à 14 309 MXN par mois selon les chiffres partagés par le gouvernement. Les données de l'IMSS montrent que sur les 20,9 M d'emplois formels, près de 86,6% correspondent à des CDI et 13,4% à des CDD.

Recul des exportations automobiles mexicaines en février. Les exportations de voitures ont diminué de 5,6 % g.a en février alors que 78 % des automobiles exportées étaient destinées aux États-Unis, selon les données de l'Inegi. Bien que la production automobile ait enregistré une légère hausse de 0,65% par rapport à février 2021, il y a eu une baisse de 5 % mensuelle entre février (240 868 véhicules produits) et janvier (253 366 automobiles). Les exportations, en l'occurrence, ont enregistré une baisse de 6,8 % par rapport au mois précédent. Cependant, les indicateurs ne montrent pas une reprise de l'industrie aux niveaux pré-crise. Ainsi, les ventes

sont inférieures de 23,7 % aux niveaux de février 2020 avant la pandémie de COVID-19, la production est en recul de 28,3 % et les exportations de 26,2 %.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le secteur manufacturier s'attend à une hausse de 15 % de la "facture" de gaz en raison de la guerre en Ukraine. Le Conseil national de l'industrie maquiladora et de l'industrie manufacturière d'exportation (INDEX) a averti que les États-Unis détournent une partie de leur production énergétique vers l'Allemagne, ce qui devrait aggraver l'envolée des coûts de production industriels au Mexique. Le secteur manufacturier affiche une hausse des coûts de production de 10,35% en raison de l'inflation. Au poids de l'inflation s'ajoutent les déséquilibres des chaînes d'approvisionnement mondiales, qui laissent les entreprises face à des pénuries de composants de base et de matières premières. Cependant, Index prévoit une nouvelle hausse des investissements dans le secteur manufacturier en 2022 (de près de 7% pour l'année).

Indicateur	Variation depuis le 09/03/22	Variation sur un an glissant	Niveau 09/03/2022
Bourse (IPC)	+1,14%	+13,38%	53 911,75 points
Taux de change USD/MXN	+1,40%	+0,47%	20,91
Taux de change EUR/ MXN	+1,04%	-6,52%	23,16
Prix du baril mexicain	+22,60%	+69,12%	119,62

Amérique centrale

1. Région

L'abstention lors du vote sur la Russie à l'ONU pourrait entraîner une révision du CAFTA. Le président du Comité des relations extérieures du Sénat américain, Robert Menendez, a indiqué qu'il souhaitait que l'accord de libre-échange Etats-Unis / Amérique centrale soit révisé, afin que les pays de la région s'étant abstenus lors du vote à l'ONU de la résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, soit El Salvador et Nicaragua, « en portent les conséquences ». Selon l'organisation des exportateurs salvadoriens Coexport, 500.000 emplois seraient en jeu dans le pays.

1. Costa Rica

Selon le Ministère du Commerce Extérieur costaricien, les discussions relatives à l'instauration d'un impôt mondial sur les sociétés patinent. Alors que l'idée est d'imposer l'activité des multinationales à 15% à partir de l'année 2023, les paramètres d'une telle imposition sont encore à affiner. Néanmoins, malgré le peu d'avancées du projet d'imposition mondiale, le Président de l'Association des Zones Franches (Azofras), Carlos Wong, souligne que les autorités costariciennes, notamment le Ministère du Commerce Extérieur ainsi que le Ministère du Budget, réfléchissent déjà aux possibles impacts de ce nouvel impôt sur l'économie du pays.

Le Costa Rica se démarque pour le peu de barrières à l'entrée sur le marché du commerce de services. D'après l'indice de restriction au commerce de services réalisé chaque année par l'OCDE, le Costa Rica ne présente quasiment aucune restriction à l'entrée sur ce marché, se situant en 17ème position sur un classement de 50 pays en 2021. La très grande ouverture de ce

marché s'explique notamment par le fait que les autorités costariciennes n'exigent pas à ce que les investisseurs étrangers doivent s'associer à des entreprises locales, ou encore que le secteur des télécommunications et de l'audiovisuel ne limite pas le nombre de canaux étrangers de diffusion. Il faut rappeler que le marché du commerce de services (professions juridiques, transports, finances, ...) représente en 2021 près de 73% de l'économie du pays, contribuant à 77% de l'emploi total et responsable de 44% des exportations. La quasi absence de restriction à ce marché témoigne de la compétitivité du secteur des services costariciens. Selon un économiste, le défi actuel pour le pays est aujourd'hui de favoriser une plus grande ouverture de ses marchés publics, afin de permettre une concurrence entre entreprises étrangères et nationales sur le marché des fournitures et achats publics.

2. El Salvador

Le pays devient le 20^{ème} membre de la CAF. A l'occasion de l'Assemblée annuelle des actionnaires qui se tenait à Asunción (et qui a augmenté le capital de la banque de 7 Mds USD), le pays et la République dominicaine sont devenus membres (catégorie actionnariale A) de la banque de développement sud-américaine. El Salvador est le premier pays de l'histoire à devenir immédiatement membre à part entière de la banque, sans passer par une étape d'observateur (la République dominicaine était déjà actionnaire de type C). L'actionnariat de type A permet de disposer d'un accès à plus d'instruments de financement de la CAF ainsi qu'à des programmes d'assistance technique.

Le risque pays s'approche des 2.000 points. A 19,28% ce mardi, le risque EMBI d'El Salvador était le 2e plus élevé du continent, après l'Argentine (19,79%). En comparaison, il était à cette date de 7,90% au Honduras, de 5,20% au Costa Rica, de 3,68% au Guatemala et de 2,49%

au Panama. L'obligation souveraine 2035 du pays a atteint le même jour son plus bas historique, à 42,47 USD.

3. Guatemala

Le Ministre de l'Economie, Antonio Malouf, a démissionné. Cette annonce relativement attendue (sur son principe à défaut de sa date) est due selon le Ministre à des projets entrepreneuriaux personnels, incompatibles avec la fonction. L'opposition suggère cependant qu'elle serait attribuable à l'octroi (sans appel d'offres) du projet de réactivation du train de marchandises à l'entreprise mexicaine Remed (sans expérience du secteur) dont était en partie responsable le ministre.

Les subventions aux cylindres de gaz sont prolongées. Face au renchérissement des coûts des matières premières au niveau mondial, les subventions mises en place durant la pandémie seront prolongées de trois mois, pour un coût additionnel de 100 M GTQ (coût à l'issue du vote, l'exécutif ayant proposé un appui de 150 M GTQ).

4. Honduras

La BCIE tient 2,4 Mds USD à disposition du nouvel exécutif. Ces fonds comprennent notamment 350 MUSD disponibles à court terme pour l'amélioration des infrastructures et 250 MUSD pour celle du secteur électrique (en sus de 500 MUSD pour la réforme de l'ENEE).

Le pays renonce aux mines à ciel ouvert. Les licences, permis et concessions déjà octroyés dans ce domaine seront annulés, selon les autorités. Les représentants du secteur mettent pour leur part en avant les risques sur l'emploi (80.000 personnes concernées) ainsi que sur l'approvisionnement en matières premières (pierres et sable de construction notamment).

Dans la région, le Costa Rica avait pris une décision similaire en 2010.

5. Nicaragua

Le salaire minimum a augmenté de 7% au 1^{er} mars. Il s'établit désormais entre 4.724 NIO (132 USD) pour le secteur agricole et 10.572 NIO (296 USD) pour les secteurs de la construction et des services financiers. Le salaire minimum moyen sur l'ensemble des secteurs ressort désormais à 7.097 NIO (199 USD), ne permettant de couvrir que 42% du coût du panier de biens de première nécessité.

6. Panama

Le Panama maintenu sur la liste grise du GAFI. Sans grande surprise, l'actualisation de la liste grise du GAFI maintient le Panama comme juridiction présentant des 'défaillances stratégiques' en termes de transparence et de blanchiment d'argent. Le Ministre de l'Economie et des Finances (MEF) réagit en soulignant que le Panama, depuis juin 2019 (date d'entrée sur la liste grise du GAFI), a mis en œuvre 8 des 15 actions du plan GAFI, et montre depuis, des avancées notables sur les 7 actions restantes, notamment :

- Sur la mise en place d'un **système d'analyse des risques potentiels**, le Panama a notamment rempli le chapitre V de l'évaluation nationale des risques 'financement du terrorisme' avec l'aide de la Banque Mondiale. Par ailleurs, a été développée une analyse de l'utilisation des espèces dans le secteur des assurances. Également, des analyses de risque sectorielles ont été mises en place dans les secteurs non financiers. Enfin, une formation continue à l'analyse des risques a été dispensée à tous les secteurs économiques réglementés, de même que des documents d'information et de prévention sont publiés sur les sites internet des autorités compétentes.

- En matière de **contrôle des bénéficiaires finaux**, deux lois importantes ont été votées, à savoir la loi de 2020 créant le registre des bénéficiaires finaux, ainsi que la loi de 2021 relative au cadre réglementaire de la LB/FT, insistant notamment sur la régulation des entités non financières. Par ailleurs, plusieurs actions ont été entreprises, notamment la mise à jour et la vérification des informations des agents résidents, personnes morales et bénéficiaires finaux, avec à l'issue, la suspension de 52% du total des entités juridiques.
- Sur la mise en place d'un **système de sanctions proportionnelles et dissuasives**, la loi de 2021 augmente le plafond des sanctions pouvant aller de 5 000 à 5 M USD. Sur la période 2019-2021, 336 contrôles avec une approche basée sur les risques et 845 contrôles sur place ont été réalisés par les organes de régulation. Les autorités prévoient plus de 3 000 contrôles d'entités non financières sur l'année 2022. Par ailleurs, une loi de 2019 modifie le Code Pénal panaméen en créant le délit 'transfert de fonds sans licence' permettant notamment de réguler les « remesas » et de pénaliser les transferts de fonds illégaux. Enfin, grâce à la coopération technique des organisations internationales, les organes de régulation ont pu développer des manuels et guides de conformité pour les entités réglementées. De nombreuses formations dispensées par les organes de régulation permettent également de sensibiliser les entités, notamment non financières, aux différents risques.

Rappelons qu'en juin 2022, date de la prochaine plénière du GAFI, le Panama comptera 3 années de présence sur liste grise, soit un record.

Le retour des 'remesas' entrantes au Panama en 2021. Alors que les remesas reçues étaient depuis quelques années bien inférieures aux remesas émises par le Panama, en 2021, la tendance s'inverse. Les 'remesas' reçues au Panama ont

augmenté de 29,7% sur les 9 premiers mois de l'année 2021, totalisant 289,5 M USD. Ces remesas proviennent principalement des Etats-Unis, de la Colombie, de l'Equateur, de l'Espagne et du Chili. La Banque Mondiale rappelle que les remesas sont un bon complément de revenus pour un pays ainsi qu'une ressource financière non négligeable pour les programmes publics de développement.

Crise de confiance dans l'économie panaméenne. Malgré un taux de croissance à 15,3% sur l'année 2021 selon les chiffres du Ministère de l'Economie (MEF), la situation socioéconomique du Panama n'est pas toute rose. 11,3% de chômage (voire 32% de chômage si l'on inclut l'ensemble des bénéficiaires du Panama Digital) et 47,6% d'informalité témoignent de ce que le Panama vit aujourd'hui non pas une simple crise de l'emploi mais une crise généralisée de confiance. L'absence d'emploi provient avant tout d'un manque de confiance de la part des investisseurs et entreprises. Régénérer une confiance dans l'économie panaméenne devrait être la priorité des autorités panaméennes, et pourtant aucun plan de relance de l'économie, ni plan de relance de l'emploi n'a été mentionné. Les 47 propositions de redressement économique établies lors d'une grande table entre représentants du secteur privé et membres du Gouvernement, restent aujourd'hui lettre morte.

Caraïbes

1. Cuba

Réouverture du consulat américain à Cuba. Le consulat américain à Cuba reprendra progressivement une partie de ses activités. Sans pour l'instant indiquer une date précise, le chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis à La Havane, M. Timothy Zúñiga-Brown, a annoncé

que l'ambassade commencera la reprise limitée de la délivrance de certains visas pour les migrants, dans le cadre d'une extension progressive de leurs services. Cette mesure s'accompagnera du retour à Cuba d'un nombre plus élevé de diplomates américains. En 2017, les Etats-Unis avaient retiré plus de la moitié de leur personnel diplomatique de Cuba et suspendu leurs activités consulaires à cause d'un mystérieux mal qui touchait leurs fonctionnaires, communément nommé « Syndrome de la Havane ».

La Havane ouvre son premier hôtel pour la communauté LGBTIQ+. Le Telégrafo Axel Hotel, premier hôtel LGBTIQ+ de La Havane, a été inauguré le 3 mars. L'établissement, géré par la chaîne espagnole Axel Hotels, appartient à Gaviota, le principal groupe hôtelier de Cuba. Disposant de 63 chambres, il occupe le bâtiment qui serait le plus vieil hôtel du pays, ayant été ouvert en 1860. L'hôtel Grand Muthu Rainbow Cayo Guillermo, inauguré en décembre 2019, a été la première installation de ce type dans le pays destiné aux membres de la communauté LGBTIQ+.

premières. Dans la limite de 115 USD le baril, le gouvernement bloque les prix des carburants au 4 mars. Le panier alimentaire de base fait l'objet de toutes les attentions : suppression des droits de douane pour certains produits, subventions. Alors que les mesures annoncées le 27 février ciblaient surtout les faibles revenus, ces nouvelles mesures s'adressent également à la classe moyenne.

1. République dominicaine

Le gouvernement dominicain a signé trois accords pour ajouter 128 MW d'énergie verte au système électrique national. Avec un investissement de plus de 197 M USD, les contrats ont été signés pour l'achat et la vente d'énergie solaire et de biomasse. Les signataires ont été le Parque Solar Energy del Este Cabreto I de l'entreprise française Urbasolar (50 MW) à hauteur de 37 M USD ; le Parque Solar Martí de la société Tropigas (43 MW) s'élèvent à 40,1 M USD ; et la Centrale de biomasse San Pedro BioEnergy (35 MW) à hauteur de 120 M USD.

Le 7 mars, le président Abinader s'est adressé à la nation dominicaine pour présenter les dix nouvelles mesures gouvernementales de soutien du pouvoir d'achat alors que l'invasion russe en Ukraine renforce l'inflation des matières

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 09/03/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	820 445 <i>Décès : 8 142</i>	76,47%
Cuba	1 074 469 <i>Décès : 8 502</i>	87,26%
Guatemala	798 400 <i>Décès : 17 116</i>	34,62%
Haïti	30 430 <i>Décès : 827</i>	0,94%
Honduras	414 714 <i>Décès : 10 812</i>	46,82%
Jamaïque	128 246 <i>Décès : 2 835</i>	22,36%
Nicaragua	18 203 <i>Décès : 226</i>	62,85%
Panama	758 613 <i>Décès : 8 125</i>	60,76%
El Salvador	156 364 <i>Décès : 4 093</i>	65,99%
République dominicaine	576 220 <i>Décès : 4 372</i>	54,63%

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international